

Il existe dans la communauté des ONG des exemples de travail focalisé de ce genre. Signalons par exemple l'Initiative de Halifax, qui est une coalition de groupes écologiques et confessionnels et de groupes voués au développement et à la justice sociale qui s'intéresse aux lignes de conduite et aux pratiques des institutions financières internationales. Le Comité de coordination inclut le CCCI, Survie culturelle [Canada], la Coalition inter-églises sur l'Afrique (CIEA), CUSO, OXFAM Canada, RÉSULTATS Canada, le Comité pour la justice sociale de Montréal, le Sierra Club du Canada et la Toronto Environmental Alliance.

L'Initiative de Halifax a pour but de réaliser la réforme fondamentale des institutions de Bretton Woods pour qu'elles s'engagent à favoriser une régie démocratique et le développement durable. Depuis le Sommet du G-7 qui a eu lieu à Halifax en 1995, la coalition de Halifax publie à la veille de chaque sommet un bilan des activités du G-7 comprenant des commentaires sur les progrès accomplis dans les domaines de la réforme des institutions, de l'atténuation de la pauvreté et de la viabilité de l'environnement. Elle participe régulièrement à des réunions avec des fonctionnaires du ministère des Finances, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et de l'ACDI afin d'échanger des vues sur ces enjeux. Elle surveille et vérifie également les engagements de la Banque mondiale, du FMI, des banques de développement régional et des organismes gouvernementaux nationaux, y compris l'ACDI, pour favoriser la participation publique, la transparence, la communication, de l'information, la surveillance et l'évaluation des projets et la reddition de comptes. La Campagne d'action axée sur les consommateurs de crevettes menée par la coalition visait à sensibiliser les consommateurs aux répercussions de leurs choix alimentaires, y compris aux répercussions écologiques et sociales des projets d'élevage de crevettes financés par la Banque mondiale. Un membre de l'Initiative de Halifax, le Sierra Club, a assumé le rôle de chef de file dans la mise en question de la décision du gouvernement canadien de contourner ses propres règlements sur l'évaluation environnementale dans le cas de la vente de réacteurs nucléaires à la Chine.

La coalition de l'Initiative de Halifax a acquis une crédibilité en tant qu'interlocuteur efficace dans ces dossiers. Les membres reconnaissent que la coalition leur donne une visibilité et une capacité qu'ils n'auraient pas sans elle. Ils ont pour la première fois ouvert le champ des discussions politiques au sujet de ces enjeux avec le ministère des Finances. Ils communiquent également avec les ONG du monde entier — principalement par Internet — et enrichissent la discussion de leur expérience et de leur analyse. Toutefois, la coalition dépend d'une subvention provenant d'une seule fondation américaine qui lui permet d'absorber les frais liés à son coordonnateur et à son bureau de même que les dépenses connexes. Elle ne